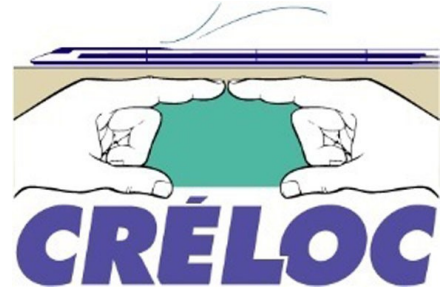


Bedous, le 15 juin 2021



Le Canfranc, c'est une affaire franco-espagnole Déclaration commune CREFCO-CRÉLOC

Qui a dit, le 30 avril 2021 : « Il est logique qu'on rouvre un jour la Pau-Canfranc, a soulevé le maire de la cité Royale. Cette voie-là est la seule réaliste pour l'accès central à la péninsule ibérique. » ? M. François Bayrou. Il répondait ainsi à Mme Darrieussecq, candidate, qui ne voulait pas faire du Canfranc une priorité de son mandat régional si, d'aventure, elle devenait présidente du nouvel exécutif régionale après les scrutins des 20 et 27 juin prochains.

Car, force est de constater que la campagne des élections régionales enflamme les esprits des têtes de listes. Entre ceux qui considèrent que ce n'est pas une priorité et ceux qui veulent tout arrêter, là, en cours de route – si l'on peut dire ! –, le Canfranc doit compter ses abattis. Jeu politique, simplement ?

Nous n'en savons, à la CREFCO comme au CRÉLOC, absolument rien. En revanche, ce que nous savons, c'est que voilà belle lurette que les exécutifs aragonais et aquitains (puis néo-aquitains) travaillent de concert pour porter, politiquement, le projet de réouverture complète de la ligne internationale Pau-Canfranc-Saragosse (311 km).

Ces deux régions transfrontalières ont reçu le soutien des gouvernements madrilène et parisien lorsqu'il s'est agi d'inscrire l'axe ferroviaire Pau-Canfranc-Saragosse au schéma ferroviaire européen des transports (le RTE-T). Dès février 2017, sitôt le train revenu en Aspe (le 26 juin 2016), les quatre ont co-signé le dossier sollicitant des financements de l'Union européenne pour les études préalables à la réouverture.

Plus près de nous, ce sont toujours ces quatre acteurs politiques majeurs qui ont déposé à Bruxelles un nouveau dossier portant aussi bien sur des compléments d'étude que sur le financement des travaux de la nouvelle gare de Canfranc. Celle qui vient d'être inaugurée ce jeudi 15 avril. À chaque fois, l'Union européenne a répondu « Présente ! » pour cofinancer études et travaux.

C'est pourquoi la CREFCO et le CRÉLOC espèrent vraiment, des deux côtés des Pyrénées, que tous les responsables et élus n'oublieront pas les réalités politiques de ce dossier. Pas plus qu'ils ne sauraient, selon nous, oublier les autres composantes de ce dossier exemplaire, eu égard aux enjeux climatiques, économiques, sociaux et environnementaux. Nous respectons le débat démocratique, dès lors qu'il prend en compte une nécessité absolue : l'intérêt général des populations concernées, à tous les niveaux !

Ferroviairement vôtres !

Bedous, le 15 juin 2021

Contact presse : Alain Cazenave-Piarrot, Président, 06 31 61 29 08

Jean-Luc Palacio, Secrétaire, 06 85 12 18 75